

Commune de CHAINGY

date de dépôt : 24/10/2022

demandeur : SOCCOIM représentée par
Monsieur Olivier SCALLIET

pour : Construction d'un abri pour déchets non
dangereux

adresse terrain : Avenue des Pierrelets - ZA des
Pierrelets - 45380 CHAINGY

Le Maire

A

SOCCOIM

Représentée par Monsieur Olivier SCALLIET
Avenue des Pierrelets
ZA des Pierrelets
45380 CHAINGY

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire le 24/10/2022, complété le 23/11/2022 pour un projet de construction d'un abri pour déchets non dangereux situé avenue des pierrelets, za des pierrelets 45380 CHAINGY.

Il vous avait alors été indiqué que le délai d'instruction de votre dossier était en principe de 3 mois. Je vous informe que le délai d'instruction de votre projet doit être modifié.

MODIFICATION DU DÉLAI D'INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Après examen des pièces complémentaires fournies le 23/11/2022 à votre demande de permis de construire il s'avère que :

- votre projet étant intégré à une installation classée pour la protection de l'environnement à autorisation, est soumis à évaluation environnementale en application du tableau annexe à l'article R122-2 du code de l'environnement.
Ainsi, en application des articles R.123-1 et suivants du code de l'environnement, le permis de construire doit faire l'objet d'une enquête publique.

En conséquence, **le délai d'instruction de votre demande de permis de construire est, en application de l'article R.423-32 du code de l'urbanisme, de 2 mois à compter de la date de réception par l'autorité compétente, des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête** (art. R.423-20 du code de l'urbanisme).

Vous recevrez un courrier, au maximum 8 jours après réception par l'autorité compétente des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, vous précisant la date à partir de laquelle ce nouveau délai d'instruction commencera à courir [art. R.423-57 du code de l'urbanisme].

CAS OU UN PERMIS DE CONSTRUIRE TACITE N'EST PAS POSSIBLE

L'article R. 424-2d) du code de l'urbanisme prévoit que, par exception à [l'article R*424-1b](#)), le défaut de notification d'une décision expresse dans le délai d'instruction vaut décision implicite de rejet lorsque le projet est soumis à enquête publique en application des [articles R. 123-7 à R. 123-23](#) du code de l'environnement.

Si aucune décision ne vous est envoyée à l'issue du délai d'instruction, vous pourrez considérer que votre demande est refusée, en application de l'article R.424-2 du code de l'urbanisme.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait, le 19 DEC 2022

Le Maire,

Jean Pierre DURAND

Délai et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur (s) peut contester la légalité de la présente lettre et dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.